

Recherches sociographiques



Le membership d'une association du XIXe siècle. Le cas de l'Institut canadien de Longueuil (1857-1860)

Yvan Lamonde

Volume 16, numéro 2, 1975

Réalités diverses du zonage

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055690ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055690ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lamonde, Y. (1975). Le membership d'une association du XIXe siècle. Le cas de l'Institut canadien de Longueuil (1857-1860). *Recherches sociographiques*, 16(2), 219–240. <https://doi.org/10.7202/055690ar>

Résumé de l'article

L'ensemble du phénomène des associations au 19e siècle est plutôt méconnu, y compris celui des associations dites « littéraires ». Il y a évidemment dans ces microcosmes sociaux un objet intéressant l'histoire sociale. On ne connaît guère plus que l'existence de ces associations du type Institut Canadien, Union Catholique, Institut d'Artisans... Tout reste à faire pour analyser leur nombre, leur distribution chronologique et géographique, leurs activités, leur *membership*, leur impact et les raisons, au plan d'une morphologie historique de la culture, de leur apparition et de leur déclin. L'objet de la présente recherche est de proposer un modèle d'analyse du *membership* d'une association « littéraire » du 19e siècle en le construisant à partir d'un cas représentatif en termes de durée, de taille et de localisation, l'Institut Canadien de Longueuil. Si toutes les variables du modèle ne sont pas analysées pour l'Institut de Longueuil, elles sont à tout le moins mentionnées pour une application à d'autres cas.

LE MEMBERSHIP D'UNE ASSOCIATION
DU 19^e SIÈCLE
LE CAS DE L'INSTITUT CANADIEN
DE LONGUEUIL (1857-1860)

L'ensemble du phénomène des associations au 19^e siècle est plutôt méconnu, y compris celui des associations dites « littéraires ». Il y a évidemment dans ces microcosmes sociaux un objet intéressant l'histoire sociale.

On ne connaît guère plus que l'existence de ces associations du type Institut Canadien, Union Catholique, Institut d'Artisans... Tout reste à faire pour analyser leur nombre, leur distribution chronologique et géographique, leurs activités, leur *membership*, leur impact et les raisons, au plan d'une morphologie historique de la culture, de leur apparition et de leur déclin.

L'objet de la présente recherche est de proposer un modèle d'analyse du *membership* d'une association « littéraire » du 19^e siècle en le construisant à partir d'un cas représentatif en termes de durée, de taille et de localisation, l'Institut Canadien de Longueuil. Si toutes les variables du modèle ne sont pas analysées pour l'Institut de Longueuil, elles sont à tout le moins mentionnées pour une application à d'autres cas.

Longueuil vers 1860

Jusqu'en 1860, Longueuil demeure une voie d'accès importante à l'île de Montréal; sur la rive sud du Saint-Laurent, Longueuil est situé dans l'axe de communication vers les États-Unis et particulièrement vers les villes de la côte Atlantique américaine. Un réseau ferroviaire allait bientôt s'étendre d'une rive à l'autre.

Le St. Lawrence and Atlantic Railway inaugure en septembre 1852 son trajet Longueuil-Sherbrooke, en direction du nouveau pays de colonisation des Cantons de l'Est. Le Grand Trunk Railway System achète le St. Lawrence and Atlantic en juillet 1853 et prolonge bientôt le réseau jusqu'à Portland sur la côte Atlantique. Le Grand Tronc installe son terminus à Longueuil, extrémité nord du réseau. C'est la *boom*. Il y construit une gare de 180 pieds sur 50, un dépôt en brique pour garer de quinze à dix-huit locomotives, des forges, des pompes, des ateliers de menuiserie, de carrosserie et de peinture. Plus de trois cents hommes

travaillent au chemin de fer¹. Des traversiers puis des *steamboats* transportent les voyageurs entre Longueuil et Montréal tandis que le Grand Tronc fait construire des barges pour le transport du fret.

La population du village, incorporé en municipalité en 1848, s'accroît tandis que celle de la paroisse décroît avec l'érection de Saint-Lambert (1857) et de Saint-Hubert (1860) en municipalités. (Tableau 1.)

TABLEAU 1
Population de Longueuil, 1851-1871.

ANNÉE	PAROISSE	VILLAGE	TOTAL
1851	2,854	1,496	4,350
1861	1,049	2,816	3,865
1871	881	2,083	2,964

SOURCE: *Recensement du Canada*, 1851, vol. 1, pp. 114, 121; 1861, vol. 1, p. 12; 1871, vol. 1, p. 43.

Une population villageoise accrue et la circulation de voyageurs assurent la prospérité du commerce en général et de l'hôtellerie. Les assemblées du conseil de village s'en ressentent; le maire et les conseillers décident de l'amélioration des rues et des pompes à feu, de la construction de trottoirs de bois (1853) et d'un marché (1853), de la concession de nombreuses « licences » pour la vente des spiritueux; ils réclament le transfert (1857) du bureau d'enregistrement du comté à Longueuil et font voter un emprunt de 12,000 piastres pour macadamiser le chemin de Chambly et de Longueuil. Tous les chemins de fer, d'eau et de terre, mènent à Longueuil et en partent².

La loi scolaire de 1845 allait entraîner l'ouverture de neuf écoles dans le Village et dans la Paroisse qui possèdent déjà depuis 1834 et 1835, successivement, une école publique. Les commissaires d'écoles et les marguilliers invitent par la suite les Clercs de Saint-Viateur à s'établir (1856) au collège de Longueuil qui sera à partir de 1867 sous la direction des Frères des Écoles Chrétiennes. C'est dans ce Longueuil prospère, au cœur d'un réseau de communications, que vingt-huit Longueillois fondaient en 1857 un Institut Canadien qui allait fonctionner jusqu'en 1860³.

Le chemin de fer qui avait assuré une telle prospérité à Longueuil fut aussi la cause de son déclin. Avec l'ouverture du pont Victoria en décembre 1859, le

1. Robert RUMILLY, *Histoire de Longueuil*, Longueuil, Société d'Histoire de Longueuil, 1974, pp. 151-165.

2. Archives de la Ville de Longueuil, *Village de Longueuil: Minutes*, I (1848-1855); II (1855-1868).

3. Yvan LAMONDE, « L'Institut Canadien de Longueuil (1857-1860) », *Bulletin de la Société d'Histoire de Longueuil*, 3 (1973): 3-9.

Grand Tronc déménageait ses installations à la Pointe Saint-Charles, entraînant dans ce transfert le départ de Longueuil des ingénieurs, des contremaîtres, des ouvriers et des employés. L'Institut Canadien de Longueuil périclité d'abord après la condamnation de l'Institut Canadien de Montréal par l'évêque Bourget (printemps 1858) et disparaît à l'automne de 1860 au moment où l'infrastructure économique du Village s'effondre avec le départ du terminus du Grand Tronc.

Les données et leur analyse

Les renseignements sur le nombre et le nom des fondateurs, des membres, des officiers, des officiers actifs et des discutants de l'Institut Canadien de Longueuil sont tirés des *Procès-verbaux*. La participation des membres de l'Institut à la vie municipale de Longueuil nous est connue principalement par les listes de maires, de conseillers, de députés, de commissaires d'écoles du Village et de la Paroisse qu'ont publiées Jodoin et Vincent en appendice de leur *Histoire de Longueuil et de la famille de Longueuil*⁴. L'âge, le sexe, la religion, la provenance (village-paroisse) et l'occupation des membres sont indiqués dans le recensement nominal de Longueuil pour 1860-1861⁵. Il importe de préciser tout de suite que les variables ne sont jamais connues dans 100% des cas, mais dans un pourcentage allant de 60 à 87.

L'analyse des occupations de Longueuil et des membres de l'Institut Canadien emprunte à l'analyse économique-fonctionnelle des occupations de Michael KATZ⁶, l'essentiel du modèle, à l'exception d'une sous-catégorie (service religieux) ajoutée à la catégorie « professions-services », d'une catégorie « d'inclassables » sur-ajoutée et du regroupement des apprentis dont le secteur était connu (Ex.: apprenti-boulangier) non pas dans le secteur des services semi-spécialisés mais dans celui de la production et de la transformation, dans tous les

4. Montréal, Gerbhardt-Berthiaume, 1889, pp. 634-653.

5. *Le Lovell's Canada Directory, 1856-1858* (Montréal, Lovell, 1857), p. 264, n'apporte aucun renseignement complémentaire. Je remercie Maria Piatek et Marc Johnson, étudiants au Centre d'études canadiennes-françaises de l'Université McGill, qui ont identifié, à partir du recensement, l'âge et l'occupation des membres de l'Institut.

6. Michael KATZ, « Occupational Classification in History », *Journal of Interdisciplinary History*, III, 1 (Summer 1972): 63-88. Voir aussi: « The People of a Canadian City, 1851-1852 », *Canadian Historical Review*, LIII, 4 (Dec. 1972): 402-426; « Social Structure in Hamilton, Ontario », dans S. THERNSTROM and R. SENNETT, *Nineteenth Century Cities: Essays in the New Urban History*, Hew Haven, Yale U.P., 1969, pp. 209-244; Fernand OUELLET, « Structure des occupations et ethnicité dans les villes de Québec et de Montréal (1819-1844) », *Éléments d'histoire sociale du Bas-Canada*, Montréal HMH (Cahiers du Québec), 1972, pp. 177-202; John HARE, « La population de la ville de Québec, 1795-1805 », *Histoire sociale*, VII, 13 (mai 1974): 23-47; Jean-Paul BERNARD, « Montréal au 19^e siècle: le problème de l'utilisation des données relatives aux occupations », *Rapport du Groupe de recherche sur la société montréalaise au 19^e siècle*, 1972-1973, Montréal, UQAM, 1973, s.p.; Gérard BOUCHARD, « Démographie et société au Saguenay. Le cas de Laterrière, 1855-1969 », Communication, CHA, 1973; Jean-Claude ROBERT, « Les notables de Montréal au 19^e siècle », Communication, CHA, 1974, 39 p.

cas ici rencontrés. L'analyse des corrélations entre la participation à l'Institut Canadien et la participation à la vie municipale, bien que faite pour une instance différente, a tiré profit de l'étude de W. S. Glazer sur Cincinnati⁷.

Pourquoi ce choix d'une classification économique-sectorielle des occupations de préférence à une classification socio-occupationnelle? Il faut tout de suite souligner l'application de cette classification d'abord à un objet précis, les associations et ensuite à un objet relativement limité, un village qui parmi les trente lieux du Québec qui en 1851 comptent plus de 4,000 habitants, occupe le vingtième rang (tableau 2).

TABLEAU 2

Structure sectorielle des occupations.

AGRICULTURE, PÊCHERIES, MINES			
cultivateur	pêcheur		
jardinier (?)			
TRANSFORMATION			
A) <i>Industrie</i>			
Alimentation:	Boucher		
	Boulangier		
	Confiseur		
	Pâtissier		
	Poissonnier		
Bois:	Chaîneur (I?)	Cuir:	Cordonnier
	Scieur		Sellier
	Tonnelier		
	Manufacturier de piano		
Métaux:	Bijoutier	Vêtement:	Couturier
	Ferblantier		Couturière
	Fondeur		Fourreur
	Forgeron		Tailleur
	Métallurgiste		
	Mouleur		
Divers:	Apprentis		
B) <i>Construction:</i>			
	Charpentier		
	Entrepreneur		
	Maçon		
	Menuisier		
	Peintre		

7. W. S. GLAZER, « Participation and Power, Voluntary Associations and the functional organization of Cincinnati in 1840 », *Historical Methods Newsletter*, V, 4 (sept. 1972): 152-168.

TABLEAU 2

Structure sectorielle des occupations.

DISTRIBUTION			
Transport :	Brakeman Capitaine Charretier Chauffeur Conducteur Garde-barrière Ingénieur Navigateur Opérateur-télégraphiste Voiturier	Commerce :	Commerçant Commis Marchand
SERVICES			
Professionnels :	Architecte Avocat Chirurgien Étudiant Médecin Notaire	Non professionnels :	Artiste Hôtelier Huissier Instituteur Institutrice Organiste
Non spécialisés :	Engagé Gardien Journalier Servante-Engagée Serviteur	Publics :	Commissaire Facteur Fonctionnaire fédéral Gardien de prison
		Religieux :	Bedeau Clergé féminin Clergé masc. régulier Clergé masc. séculier
INCLASSABLES :	Bourgeois Rentier		

Il convient encore de distinguer entre l'objectif d'une étude de *membership* — l'insertion de ce petit groupe social et de ces petits groupes sociaux dans la problématique des groupes sociaux et de leurs relations — et une étape de recherche sur ce sujet. Il s'agit ici d'une étape qui commande cette analyse par classification économique-sectorielle en ce sens qu'il faut en même temps étudier et le *membership* de l'Institut canadien de Longueuil et la structure économique et occupationnelle de Longueuil. Pourquoi donc analyser en même temps la structure économique et occupationnelle du lieu d'établissement d'un Institut, d'une association de ce type ?

D'abord parce qu'étant lié à la révolution commerciale et industrielle⁸, ce phénomène des associations doit être analysé en terme d'infrastructure économique et de système de communications. Sur ce dernier point, il y a lieu d'étudier l'établissement dans un lieu d'une association de ce type en fonction de la proximité de moyens de communications que ce soit un canal, une ligne de chemin de fer, une route, une ligne télégraphique, l'existence d'un journal ou d'une institution administrative, comme un bureau d'enregistrement. Pourquoi de telles associations sont-elles nombreuses le long du Richelieu ou sur des lignes de chemin de fer? Y a-t-il un seuil minimal moyen de concentration démographique qui rend compte de l'implantation d'un Institut Canadien? Distribuées sur l'ensemble du territoire géographique, ces associations doivent donc être analysées en rapport avec des contextes spécifiques. D'où cette première obligation de recourir à l'analyse par classification économique-sectorielle pour connaître le lieu, les lieux d'implantation du phénomène, pour connaître les corrélations entre la ou les structures économiques et démographiques et ce phénomène marquant durant le régime d'Union. Longueuil est un cas, tout comme Laprairie, Saint-Hyacinthe, L'Avenir ou l'Industrie (Joliette) en dehors des centres principaux que sont Montréal et Québec.

La connaissance de la structure d'occupations d'un lieu, en plus de permettre des comparaisons avec celle d'autres lieux où le phénomène d'association se manifeste et une analyse de la transposition ou non de cette structure dans la structure d'occupation d'une association rend possible une étude du coefficient d'attraction de l'association, de sa « popularité » et surtout de son *membership* global qu'il est tentant de mettre entre parenthèse au seul profit du *leadership*.

Ce *membership* peut ainsi être analysé en fonction de son milieu d'appartenance; il est alors plus aisé d'évaluer jusqu'à quel point l'Institut comme tel, la spécificité de ses activités et de son fonctionnement entraînent un recrutement et un *leadership* particuliers et jusqu'à quel point un milieu occupationnel donné peut assurer ou non la durabilité d'une association. Ce faisant l'étude globale du *membership* n'est pas escamotée au profit d'une étude exclusive ou privilégiée du *leadership*. Car, au-delà d'une lutte de groupes pour le contrôle de ces associations, ne faut-il pas évaluer les limites de cette expérience libérale et démocratique que voulaient être ces Instituts Canadiens?

La constitution

La Constitution de l'Institut Canadien de Longueuil prévoit deux types de membres: actifs, et correspondants (demeurant hors du Village), éligibles aux différents postes de direction et ayant droit de vote après avoir été présentés par un membre, admis et payé cinq chelins de cotisation annuelle et deux chelins et

8. Y. LAMONDE, « Les associations au Bas-Canada (1840-1867): de nouveaux marchés aux idées ». (À paraître dans *Histoire sociale*.)

demi pour la carte d'admission⁹. L'Institut de Longueuil n'eut ni membre honoraire ni membre à vie, comme ce pouvait être le cas dans d'autres Instituts. Toute personne étrangère à l'Institut pouvait néanmoins s'abonner à la bibliothèque et à la salle de journaux de l'Institut et être admise aux séances à condition d'être introduite par un membre; ce dernier règlement ne fut pas valide toutefois pour tous les Instituts¹⁰.

L'Institut comptait quatre-vingt cinq membres actifs en février 1858, cent quatorze en février 1859 et cent trente en septembre 1859. D'après les procès-verbaux, cent quatre-vingt-deux citoyens furent admis, comme membres actifs, de 1857 à 1860. Ils étaient tous de sexe masculin, bien qu'à l'Institut Canadien de Montréal, par exemple, des femmes furent admises aux conférences publiques et que quelques-unes, étrangères au pays, furent invitées à faire des conférences. Tous ces hommes, membres actifs, de l'Institut de Longueuil étaient catholiques romains, à l'exception d'un, et portaient un patronyme français, à l'exception de six (3.2%).

D'après le recensement nominal de 1861, qui reproduit la division entre le Village et la Paroisse¹¹, douze membres (6.5%), cultivateurs et journaliers, venaient de la Paroisse contre 92.5% en provenance du Village. Deux membres (1%), l'un de Montréal et l'autre de Saint-Ours, étaient étrangers au Village et à la Paroisse. Il n'y a évidemment pas lieu dans le cas de Longueuil d'analyser, par des bottins, la provenance par quartier des membres ni par la comparaison des recensements nominaux ou de bottins, le moment d'établissement dans le lieu des membres, ce dernier aspect étant susceptible de confirmer ou non l'hypothèse selon laquelle les associations furent un correctif à l'anomie de la population rurale ou mobile en processus d'urbanisation.

Qui étaient donc ces cent quatre-vingt-deux membres de l'Institut Canadien de Longueuil, mâles, français, catholiques romains, villageois qui y participèrent à titre de fondateurs, de membres, d'officiers, d'officiers actifs, de conférenciers ou de discutants?

Les membres actifs

La moyenne des âges connus des membres (108/182, 59%) est de 36 ans; on ne peut donc, avec cette moyenne, parler dans le cas de l'Institut Canadien de Longueuil en 1860 d'un mouvement et d'un phénomène de jeunesse comme on l'a fait pour les débuts de l'Institut Canadien de Montréal (1844). Par rapport aux échelles d'âges de la population mâle du Village en 1861¹², les membres de l'Institut se recrutent d'abord effectivement dans les 30-40 ans. (Tableau 3.)

9. Le chelin vaut \$0.25 canadien en 1858. (Jean HAMELIN et Yves ROBY, *Histoire économique du Québec, 1850-1896*, Montréal, Fides, 1971, p. 330.)

10. *Procès-verbaux* de l'Institut Canadien de Longueuil, 1857-1860, pp. 1-7. (Collection de l'auteur.)

11. Archives publiques du Canada, microfilm C-1271.

12. *Recensement du Canada* (1860-1861), vol. 1, pp. 196-201.

TABLEAU 3

Échelles d'âges de la population mâle du village et des membres de l'Institut.

	GROUPES D'ÂGES					
	Moins de 20	20-30	30-40	40-50	50-60	60-70
Membres (N)	6	35	35	16	11	5
Population mâle du village (N)	176	667	99	116	78	46
Membres (%)	3%	5%	35.3%	14%	14%	10%

Quant au pouvoir d'attraction de l'Institut (cent quatre-vingt-deux membres admis de 1857 à 1860), il s'avère plutôt faible (15.6%) en regard de la population mâle du Village en 1860, compte tenu que cette population mâle est composée de cent soixante-seize citoyens de moins de vingt ans peu susceptibles d'adhérer à l'Institut. Si l'on soustrait ce nombre de la population mâle totale, la participation des mâles de vingt ans et plus à l'Institut fut de 18.4%, (182/1006).

Avant d'entreprendre l'analyse occupationnelle du *membership* de l'Institut Canadien de Longueuil, il convient de considérer la répartition des occupations à Longueuil même. Comme 92.5% des membres de l'Institut résident au Village, seul celui-ci sera étudié au plan des occupations. (Tableau 4.)

TABLEAU 4

Structure des occupations, Longueuil et Institut Canadien de Longueuil, 1860-1861.

(en pourcentages)

SECTEUR D'OCCUPATION	VILLAGE (occ/pop : 23.5%)	PAROISSE (occ/pop : 25.7%)	MEMBRES (121/182 : 66.4%)	FONDATEURS (21/28 : 75%)	OFFICIERS (24/33 : 72.7%)	OFFICIERS ACTIFS (7/8 : 87.5%)	DISCUTANTS (17/25 : 68%)
I. Primaire ¹	1.3	53.7	6.6	4	8.3	0	11.7
II. Transformation	28	4.8	32.2	42.8	25	37.5	17.6
III. Distribution	18.3	0.7	28	19	29.1	12.5	35.2
IV. Services	44.8	34	29.7	28.5	33.3	25	29.4
V. Inclassables	5.8	5.5	3.3	4	4.1	12.5	5.8
Indéterminé ²	1.5	1.1					

1. Agriculture, pêcheries, mines.

2. Occupations illisibles sur le recensement.

Les Longueuillois occupés aux services constituent 44.8% de la population active du Village; les journaliers représentent 24.5% de la population active, les membres du clergé masculin et féminin 9% et les professions libérales 3.6%. Si on exclut les soixante personnes occupées aux services « religieux », le secteur des services représente 35.8% de la population active au lieu de 44.8%; les membres de l'Institut Canadien ne pouvaient se recruter de fait que dans ce 35.8%. Viennent ensuite en importance, les Longueuillois engagés dans le secteur de la transformation et de la production (28%); les occupations reliées à l'industrie constituent 16.4% du total des occupations, avec une représentation de 6.3% du secteur de l'alimentation, tandis que celles reliées à la construction représentent 11.5% du total des occupations, les menuisiers y représentant 8.4% de la population active. Enfin le secteur de la distribution des biens avec 18.3% des effectifs de la population active, où le transport constitue 10.9% du total des occupations, les charretiers y comptant pour 6.3% et où le commerce constitue 7.3% du total des occupations.

Les membres de l'Institut Canadien de Longueuil se recrutent en apparence de façon équilibrée dans les trois principaux secteurs d'occupation du Village. (Tableau 4.) En réalité, en regard des secteurs d'occupation du *Village*, certains écarts sont significatifs. Le secteur des services s'avère sous-représenté à l'Institut (écart de 15.1%); mais en décomposant davantage ce secteur, on constate que les gens de professions libérales du Village (onze étudiants, six médecins, cinq notaires, deux avocats) qui constituent 3.6% du total des occupations constituent 11.5% des cent vingt et une occupations connues de l'Institut tandis que les journaliers qui représentent 24.5% du total des occupations du Village représentent aussi 11.5% des occupations de l'Institut. Donc le secteur des services est sous-représenté à l'Institut mais dans ce secteur les gens de professions libérales sont sur-représentés à l'Institut tandis que les journaliers sont sous-représentés.

Toujours en regard des occupations du Village, les occupations liées au secteur de la distribution des biens sont sur-représentées à l'Institut (écart de 10.3). C'est ici la participation des commerçants qui fait la différence: alors qu'ils équivalent à 7.3% des occupations du Village, ils équivalent à 16.5% des occupations des membres de l'Institut. Cette proportion, doublée, suggère une relation entre la distribution et la circulation des biens de consommation matérielle et culturelle; elle met précisément en valeur cette dimension de circulation des idées et des « nouvelles » qui constitua un des objectifs des Instituts Canadiens et auquel les commerçants pouvaient répondre de par leur type de présence villageoise. Ce n'est pas sans raison que la lexicologie de l'époque comprend des expressions comme « échanges d'idées », « commerce d'idées »... Les associations furent des marchés aux nouvelles et aux idées.

Quant aux occupations liées au secteur de la transformation et de la production qui constituent 32.2% des membres de l'Institut, elles sont très faiblement sur-représentées à l'Institut par rapport au Village (écart de 4.2). Les métiers de la construction confèrent de l'importance à ce secteur au niveau du

membership de l'Institut. Alors que dans le Village les occupations de l'industrie (16.4%) sont plus nombreuses que celles de la construction (11.5%), c'est l'inverse à l'Institut: 18% pour la construction et 14% pour l'industrie. Les métiers de l'industrie s'avèrent donc légèrement sous-représentés à l'Institut tandis que ceux de la construction sont plutôt sur-représentés. Les quinze menuisiers membres de l'Institut particularisent donc ce secteur d'occupation majoritaire au niveau du *membership* de l'Institut; ils représentent 38.4% (15/39) des occupations de ce secteur prioritaire dans l'Institut.

Enfin les bourgeois, qui peuvent être commerçants, rentiers, cultivateurs, sont légèrement sous-représentés à l'Institut: 3.3% à l'Institut contre 5.7% dans le Village.

Au niveau de l'importance des occupations spécifiques des membres de l'Institut en regard de la composition occupationnelle spécifique du Village, les pourcentages répètent la tendance des secteurs d'occupation: les commerçants sont sur-représentés à l'Institut comme l'ensemble des occupations du secteur de la distribution des biens; les journaliers sont fortement sous-représentés comme l'ensemble des occupations du secteur des services; enfin les menuisiers sont légèrement sur-représentés à l'Institut comme l'ensemble des occupations du secteur de la production et de la transformation. Trois occupations spécifiques orientent donc les secteurs d'occupation au plan du *membership*: les menuisiers, les marchands et les journaliers. (Tableaux 5 et 6.)

TABLEAU 5

Importance numérique des occupations spécifiques du Village (1860).

OCCUPATION	%	N	OCCUPATION	%	N
Journaliers (IV)	24.5	163	Étudiants (IV)	1.6	11
Menuisiers (II)	8.4	56	Engagés (IV)	1.6	11
Clergé féminin (IV)	7	47	Maçons (II)	1.2	9
Charretiers (III)	6.3	42	Boulangers (II)	1.2	9
Bourgeois (V)	5.7		Forgerons (II)	1.2	9
Commerçants (III)	5.5	37	Ingénieurs (III)	1.2	9
Bouchers (II)	3.1	21	Clergé masculin (IV)	1.2	8
Apprentis (II)	2.4	16	Cultivateurs (I)	1.2	8
Cordonniers (II)	2.1	14	Peintres (II)	1	7
Servantes (IV)	1.9	13	Institutrices (IV)	1	7
Commis (III)	1.8	12	Hôteliers (IV)	1	7
Poissonniers (II)	1.6	11	TOTAL	78	527
			TOTAL DES OCCUPATIONS.....	100	664

TABLEAU 6

*Importance numérique comparée des occupations spécifiques
du Village et des membres de l'Institut (1860).*

OCCUPATION	VILLAGE %	INSTITUT %	N	ÉCART
Menuisiers (II)	8.4	12.3	15	3.9
Commerçants (III)	5.5	11.5	14	6
Journaliers (IV)	24.5	11.5	14	13
Cultivateurs (I)	1.2	5.7	7	4.5
Bouchers (II)	3.1	3.3	4	.2
Forgerons (II)	1.2	3.3	4	2.1
Cordonniers (II)	2.1	3.3	4	1.2
Ingénieurs (III)	1.2	3.3	4	2.1
Conducteurs (III) .....	.9	3.3	4	2.4
Capitaines (III) .....	.4	3.3	4	2.9
Avocats (IV) .....	.3	3.3	4	3
Médecins (IV) .....	.7	3.3	4	2.6
Bourgeois (V)	5.7	3.3	4	2.4

La corrélation entre les secteurs d'occupation et les âges n'apprend rien de particulier, si ce n'est qu'elle confirme la moyenne d'âge des membres (36 ans). (Tableau 7.)

TABLEAU 7

Moyenne d'âge des membres selon le secteur d'occupations¹.

SECTEUR D'OCCUPATION	EFFECTIFS %	MOYENNE D'ÂGE
I. Primaire	6.6	34.5
II. Transformation	32.2	34
III. Distribution	28	34.3
IV. Services	29.7	37.1
V. Inclassables	3.3	54.5

1. 66.4% des âges connus sur 85.4% des occupations connues.

Les fondateurs

La moyenne d'âge de dix-huit fondateurs sur vingt-huit (64%) dont l'âge nous est connu est de 33.7 ans en 1857, c'est-à-dire dans la moyenne d'âge (36 ans) des membres en 1860.

Les occupations du secteur des services qui constituent 28.5% des occupations connues (75%) des fondateurs y sont fortement sous-représentées en regard du total des occupations du Village (écart de 16.3). De par leur importance numérique dans le Village, les commerçants figurent proportionnellement parmi les fondateurs de l'Institut (19%). Les gens de métiers liés au secteur de la transformation et de la production formant 42.8% des occupations des fondateurs, sont sur-représentés à l'Institut par rapport à leur nombre dans le Village (écart de 14.8%). Cinq des vingt-huit fondateurs (17.8%) de l'Institut occupèrent au moins une fonction civique de 1857 à 1860; quatre avaient un poste en 1857, de même en 1860.

Ces cinq fondateurs de l'Institut participant à l'administration villageoise devinrent officiers ou administrateurs de l'Institut et trois d'entre eux furent des officiers actifs, remplissant plusieurs mandats administratifs. Quatorze des vingt-huit fondateurs (50%) furent officiers, dont onze (78.5%) au premier mandat, i.e. lors de la première élection d'officiers.

TABLEAU 8

Occupations, âges et fonctions civiques des fondateurs, 1851-1860.

FONDATEUR	OCCUPATION	ÂGE	FONCTION CIVIQUE
J. F. Béique	Commerçant	32	Conseiller du Village (1860)
Romuald St-Mars	?	32	Conseiller (1857-1859) et commissaire d'écoles du Village (1857-1860)
Henry Mongeau	Bourgeois	60	Conseiller du Village (1860)
Laurent Trudeau	?	?	Conseiller du Village (1857-1859)
Eustache Pages	Notaire	33	Secrétaire-trésorier du Village (1848-1864) et de la Paroisse (1855-1858)

Neuf fondateurs (32.1%) constituèrent soixante-seize des cent trente et un discutants (58%) participant à des discussions à l'Institut de 1857 à 1860.

L'initiative de fonder un Institut Canadien à Longueuil vint de la part de gens de métiers liés à la construction et à l'industrie, appuyés par les commerçants locaux, tous relativement âgés (33.7 ans). Ces fondateurs furent actifs tout au cours de l'évolution de l'Institut: 50% d'entre eux devinrent

officiers de l'Institut, dont 39.2% lors de la première élection, neuf d'entre eux animèrent 58% des discussions à l'Institut. Enfin cinq d'entre eux, et parmi les plus actifs à l'Institut (Béique, Marchand, Mongeau, Pages), occupèrent une fonction civique. (Tableau 8.) Un certain nombre de fondateurs constitua donc un noyau actif et permanent dans l'Institut, noyau d'ailleurs préalablement actif au plan municipal.

TABLEAU 9

Importance numérique des occupations spécifiques des fondateurs.

(N = 28)

OCCUPATIONS SPÉCIFIQUES	%	N
Commerçants (III)	10.7	3
Menusiers (II)	7.1	2
Peintres (II)	7.1	2
Bouchers (II)	7.1	2
Cordonniers (II)	7.1	2
Huissiers (IV)	7.1	2
Cultivateur (I)	3.5	1
Maçon (II)	3.5	1
Commis (III)	3.5	1
Notaire (IV)	3.5	1
Organiste (IV)	3.5	1
Journalier (IV)	3.5	1
Bourgeois (V)	3.5	1
TOTAL	70.4	20

Les officiers

Les *Constitutions* des Instituts Canadiens précisent toujours, et très souvent avec un souci juridique méticuleux, les responsabilités administratives des « officiers »: président, vice-président, secrétaire-archiviste, secrétaire-correspondant, trésorier, bibliothécaire, assistant-bibliothécaire. Elles ajoutent, dans quelques cas, comme celui de Longueuil, un comité de Régie composé habituellement de cinq membres. La plupart du temps tous les officiers sont élus à la majorité des membres présents, au scrutin secret, tous les six mois (septembre et mars ou mai) et ne peuvent habituellement pas être réélus au même poste plus de deux mandats consécutifs à l'exception du secrétaire-archiviste, du secrétaire-correspondant, du trésorier et du bibliothécaire. Le président ne peut voter, habituellement, que dans le cas d'une égale division des voix.

La moyenne d'âge des officiers de l'Institut de Longueuil dont l'âge est connu (26/33, 78.7%) est de 33.7 ans, légèrement plus basse que celle des

membres. Tous les officiers de l'Institut de Longueuil portent un patronyme français et sont catholiques romains.

Les occupations des officiers, connues dans 72.7% des cas (24/33), appartiennent d'abord au secteur des services (33.3%), c'est-à-dire au secteur d'occupation second en importance en regard du total des occupations des membres; les occupations du secteur des services sont légèrement sur-représentées chez les officiers en regard des membres (écart de 3.6). Les officiers occupés dans le secteur de la distribution des biens comptent pour 29.1% des officiers dont l'occupation est connue; ce secteur d'occupation, second en importance chez les officiers, est troisième dans l'ensemble des professions des membres et s'avère également représenté chez les officiers et les membres. Les occupations du secteur de la transformation sont assez fortement sous-représentées chez les officiers (25%) en regard de celles des membres (écart de 7.2); l'écart est significatif car il s'agit d'une sous-représentation chez les officiers du secteur d'occupation le plus important chez les membres. (Tableau 4.)

Si en terme de secteur d'occupation en regard de ceux des membres, les métiers de transformation sont sous-représentés et les occupations de services sur-représentées, on constate au plan des occupations spécifiques des officiers que les commerçants et les menuisiers constituent près de la moitié (41.6%) des occupations connues des officiers, qu'en terme d'occupations spécifiques ils sont sur-représentés en regard de celles des membres (tableau 10) et qu'ensemble ils

TABLEAU 10

*Importance numérique des occupations spécifiques des officiers,
des membres et des officiers actifs.*

OCCUPATIONS	OFFICIERS (N = 24)		MEMBRES (N = 121)	OFFICIERS ACTIFS (N = 7)
	%	N		
Menuisiers (II)	20.8	5	12.3	28.5
Commerçants (III)	20.8	5	11.5	14.2
Cultivateurs (I)	8.3	2	5.7	
Huissiers (IV)	8.3	2	1.6	
Journaliers (IV)	8.3	2	11.5	14.2
Cordonnier (II)	4.1	1	3.3	14.2
Conducteur (III)	4.1	1	3.3	
Commis (III)	4.1	1	2.4	
Notaire (IV)	4.1	1	2.4	14.2
Étudiant (IV)	4.1	1	1.6	
Organiste (IV)	4.1	1	1.6	
Fonctionnaire (IV)	4.1	1	.8	
Bourgeois (V)	4.1	1	3.3	14.2

sont supérieurs en nombre aux occupations des services (dix contre huit). Sur-représentés chez les membres par rapport à la population du Village, les commerçants et les menuisiers le sont aussi chez les officiers par rapport aux membres alors que les journaliers sont sous-représentés chez les membres par rapport à la population et chez les officiers par rapport aux membres.

42.4% des officiers furent aussi fondateurs de l'Institut de Longueuil et quatorze officiers constituèrent 56% (14/25) des membres ayant participé aux discussions de l'Institut. 18.1% (6/33) occupèrent des fonctions municipales (tableau 8): J.-F. Béique, Henry Mongeau, Eustache Pages, Augustin Lespérance, Romuald St-Mars et Laurent Trudeau.

Officiers actifs

L'activité d'un officier se définit par la fréquence de mandat, quel que soit le poste rempli par lui. À l'Institut de Longueuil, durant trois ans, soixante-douze postes furent disponibles (6 élections x 12 postes).

Huit officiers sur soixante-douze officiers différents possibles (11.1%) et sur trente-trois différents réels (33.3%) ont rempli trente-huit des soixante-douze postes, soit plus de la moitié (52.7%). Leur moyenne d'âge de 40.2 ans est supérieure à celle des membres (36 ans), des officiers et des fondateurs (33.7 ans). 50% (4/8) furent parmi les fondateurs de l'Institut.

Le secteur de la transformation auquel appartiennent les occupations de 37.5% des officiers actifs s'avère sur-représenté en regard de celui des officiers, des membres et du Village (tableau 4). Celui des services, dont est composé 25% des occupations des officiers actifs, est sous-représenté à tous les niveaux, de même celui de la distribution qui compte pour 12.5% des occupations des officiers actifs. Les bourgeois sous-représentés chez les officiers et les membres en regard de leur nombre dans le Village sont sur-représentés parmi les officiers actifs (12.5%), *ex aequo* avec les occupations du secteur de la distribution. Donc sur-représentation des occupations du secteur de la transformation et des bourgeois. En terme d'occupations spécifiques chez les officiers actifs (tableau 10), les menuisiers sont fortement sur-représentés en regard des membres, les commerçants et les journaliers proportionnellement représentés.

Trois officiers actifs sur huit (37.5%) occupèrent un poste de l'administration villageoise (tableau 11); deux remplirent chacun cinq mandats à l'Institut (J.-F. Béique, commerçant et E. Pages, notaire) et un remplit quatre mandats (H. Mongeau, bourgeois). Ces trois officiers actifs, dont la moyenne d'âge est de 41.6 ans remplirent à eux seuls 36.8% des mandats des officiers actifs et 19.4% de tous les mandats. Béique fut chronologiquement vice-président, président (deux mandats), membre du comité de Régie (deux mandats); Pages fut secrétaire-correspondant (deux mandats), président (deux mandats) et secrétaire-archiviste; Mongeau fut président, trésorier, secrétaire-correspondant (deux mandats). L'homme important de l'Institut Canadien de Longueuil fut le notaire Pages, très actif aussi dans l'administration du Village et de la Paroisse.

TABLEAU 11

Officiers actifs : noms, nombres de mandats, occupations et âges.

NOM	MANDATS	OCCUPATION	ÂGE
Jos. Lespérance	6	Journalier (IV)	20
J.-Flavien Béique	5	Commerçants (III)	32
Eustache Pages	5	Notaire (IV)	33
Louis Fiset	5	Cordonnier (II)	28
Antoine Marcil	5	?	?
Henry Mongeau	4	Bourgeois (V)	60
Jos. Dalpé	4	Menuisier (II)	63
J.-Baptiste Jacques	4	Menuisier (II)	46

Les discutants

L'analyse de la composition d'associations « littéraires » du 19^e siècle doit comprendre, en plus de l'analyse des différents types et catégories de membres, l'étude de la participation de ces mêmes membres aux diverses activités de l'association : « lectures » ou conférences publiques, essais présentés aux membres, discussions entre membres sur des sujets dont une typologie doit être construite, clientèle de la bibliothèque et de la salle des journaux.

Dans le cas de l'Institut Canadien de Longueuil, les « lectures » publiques (trois) et les essais (cinq) ne constituèrent pas des activités importantes. Il faut vraisemblablement déduire de cet état de chose une caractéristique des associations littéraires à l'extérieur des grands centres où les lectures publiques sont faites le plus souvent par des gens de professions libérales et des invités. Cette activité, la lecture, apparaît donc comme fonction d'une disponibilité de gens de professions libérales et de voyageurs. De même l'essai, à un degré moindre. Mais dans des cas comme ceux de l'Institut Canadien de Montréal et de Québec l'analyse des « lectures publiques » devrait comprendre les variables suivantes : fréquence annuelle et saisonnière, fréquence des conférenciers en rapport avec leur appartenance ou non comme membre, leur occupation, leur âge et le coefficient de leur participation aux différents postes administratifs de l'Institut et aux fonctions civiques, nombre de textes publiés de « lectures » ou de comptes rendus, corrélation entre la typologie des sujets abordés et la structure d'occupation des conférenciers. L'analyse des essais devrait inclure les mêmes variables, à l'exception de l'appartenance comme membre qui semble un critère définissant le statut de l'essayiste. L'utilisation de la bibliothèque s'avère plus difficile à analyser, tenant compte qu'un abonné ne doit pas nécessairement être membre de l'Institut et surtout que dans la plupart des cas connus, les registres d'emprunts à la bibliothèque manquent. Là où les registres ont été conservés, il est habituellement possible de connaître le nom de l'emprunteur et de déduire

son appartenance comme membre, de connaître son adresse, souvent son occupation et finalement les volumes empruntés. Quant à la « salle des nouvelles » ou des journaux, il est extrêmement rare de connaître, sauf la liste des journaux reçus ou leur nombre, sa fréquentation par les membres de l'Institut ou les abonnés de la bibliothèque. Évidemment ces variables doivent être mises en relation pour les « lectures », les essais et les discussions.

À l'Institut Canadien de Longueuil, vingt-cinq membres différents discutèrent à l'occasion de trente et une discussions, pour un total de cent trente et un membres participants, à une moyenne de 4.2 discutants par discussion. La moyenne d'âge de dix-huit discutants fut de 35.8 ans; quatorze (56%) furent officiers de l'Institut.

En étudiant le tableau 4, il appert que les discutants se recrutent d'abord et fortement dans le secteur de distribution des biens (35.2%), puis dans celui des services (29.4%) et enfin dans le secteur de la production (17.6%). Ce dernier secteur d'occupation, premier en importance chez les membres, est fort sous-représenté chez les discutants (écart de 14.6), tandis que celui de la distribution des biens est sur-représenté chez les discutants en regard des membres (écart de 7.2). Et la tendance en regard des occupations des officiers est à peu près la même. Donc nombreux, les gens de métiers parlent peu et discutent peu; moins nombreux à l'Institut, les commerçants, les distributeurs de biens, discutent beaucoup, distribuent aussi des répliques et des idées, vendent leur point de vue et leurs projets.

Si la tendance au niveau des secteurs d'occupations fait peu de place, dans les discussions, aux gens de métiers liés à la transformation, l'analyse des occupations spécifiques montre que deux menuisiers ont constitué ensemble 25.9% de tous les discutants (34/131), tandis que quatre commerçants ont constitué 22.1% des discutants (29/131). Une approche plus analytique souligne à nouveau l'importance des menuisiers à l'intérieur de l'Institut: actifs dans l'administration de l'Institut, ils y discutent aussi.

Mais de quoi parlent donc ces commerçants et ces hommes de service? (Tableau 12.)

TABLEAU 12

Secteurs d'occupations des discutants et sujets de discussion.

SECTEUR D'OCCUPATION	%	SUJET DE DISCUSSION	%
III. Distribution	35.2	Administration municipale	36.6
IV. Services	29.4	Administration provincial	16.6
II. Transformation	17.6	Administration de l'Institut	13.3
I. Primaire	11.7	Émigration aux États-Unis	10
V. Inclassables	5.8	Commerce	10
		Divers	13.3

Les commerçants, les plus participants aux discussions et les sujets d'administration municipale occupent le premier rang. Les commerçants étaient les plus intéressés à l'amélioration des rues, au projet d'un canal entre Longueuil et Chambly, à l'emplacement du marché, au « roulage » du Grand Tronc à Longueuil plutôt qu'à la Pointe Saint-Charles, aux taxes, aux droits « d'accise », autant de sujets de discussions.

Huit des plus actifs discutants (32%) ont occupé au moins une fonction civique et ont constitué 38.9% des discutants. Là encore l'importance des sujets de discussions d'ordre municipal est attribuable à cette participation de 32% des discutants à la vie civique.

Quatre discutants, tous officiers et officiers actifs dans trois cas, représentant 16% (4/25) des différents discutants, ont été plus souvent participants (51.1%) aux discussions que les vingt et un autres discutants.

Les variables non analysées

Le manque de données n'a pas permis toutefois l'analyse de certains aspects du *membership* de l'Institut Canadien de Longueuil. Il eut été intéressant de connaître par les rôles d'évaluation le revenu des membres ; des renseignements sur les échelles de salaires en fonction des occupations auraient facilité l'analyse des économiquement susceptibles d'adhésion à l'Institut. Pour une association de « milieu rural », l'étude du *membership* en fonction du nombre d'acres de terre possédés, variable qu'étudie André Garon, contribuerait aussi à mieux évaluer les déterminations économiques agissant sur les membres. Toutes ces variables économiques permettraient de demeurer le plus longtemps possible dans l'instance économique de ce processus de passage de l'occupation au groupe social.

Les « retours d'élections », difficiles à trouver pour la période postérieure à 1840, préciseraient sans doute mieux l'orientation politique et idéologique de certaines associations, de certains membres plus actifs.

L'alphabétisation majoritaire des membres de l'Institut de Longueuil est probable. Dans la mesure où le lire, l'écrire et le dire importent dans ce milieu, il serait intéressant de connaître le pourcentage d'alphabétisation des membres et des habitants mâles de plus de vingt ans du lieu concerné et le degré de scolarisation de l'un et de l'autre.

Il s'avère difficile d'évaluer l'assistance aux séances et aux activités diverses d'une association, de même que la persistance des membres ; il faudrait dans ce dernier cas disposer à la fois du registre des admissions et de celui des démissions. Enfin la connaissance du nom des membres qui proposent les sujets de discussions permettrait de mieux préciser la corrélation entre le *membership* et, par exemple, leur rôle civique.

*L'image du « membership » et du « leadership » de
l'Institut Canadien de Longueuil*

La population active du Village de Longueuil en 1860 appartient d'abord au secteur des services et, en terme d'occupations spécifiques, les journaliers s'avèrent les plus nombreux; viennent ensuite les occupations du secteur de la transformation liée principalement à la construction (menuisiers) et les occupations du secteur de la distribution (charretiers, commerçants). Village donc de services non spécialisés, de menuisiers, de commerçants où le transport ferroviaire et maritime semble déterminant avant 1860 sur la structure économique et occupationnelle.

L'Institut Canadien recrute des membres d'âge moyen (36 ans) et conséquemment le phénomène a vieilli par rapport à la décennie 1840-1850; ce n'est pas à Longueuil un mouvement de jeunesse. Le mimétisme se produit à un âge plus avancé. L'attraction de l'Institut est faible: 18.4% (182/1,006) de la population mâle active âgée de vingt à soixante-dix ans.

La participation, faible, n'en est pas pour autant moins « populaire ». Parmi les occupations spécifiques les plus représentées, 46% des cent quatre-vingt-deux membres sont menuisiers, journaliers, cultivateurs, bouchers, forgerons, cordonniers, conducteurs, ingénieurs; 24.7% sont commerçants, capitaines, avocats, médecins, « bourgeois ».

En fonction des secteurs d'occupation du Village, celui de la transformation est proportionnellement représenté à l'Institut; celui des services, sous-représenté, s'avère tel en raison de la forte sous-représentation des journaliers toutefois contre-balançée par la forte sur-représentation des gens de professions libérales; le secteur de la distribution est sur-représenté en raison de la forte participation des commerçants. Est-ce trop simplifier que de résumer ainsi: un peu tout le monde des occupations villageoises, mais avec l'absence de journaliers et la présence de commerçants et de gens de professions libérales?

Les secteurs d'occupation des membres sont proportionnellement représentés parmi les officiers, à l'exception du secteur de la transformation légèrement sous-représenté. En terme d'occupations spécifiques comparées entre membres et officiers, les menuisiers et les commerçants qui constituent 23.8% des officiers y sont sur-représentés. Les différences de pourcentage entre les secteurs ne sont pas grandes; équilibre donc de représentation entre les trois principaux secteurs. 18.1% au moins des officiers ont occupé une fonction civique indiquant ainsi une propension à reproduire dans une petite société le modèle de comportement dans la grande. Actifs dans le Village et la Paroisse, ces officiers constituèrent 42.4% des fondateurs et quatorze sur vingt-cinq représentent à eux seuls 56% du total des discutants.

Huit officiers sur trente-trois remplirent 52.7% des postes. Ces officiers actifs se recrutent d'abord parmi les menuisiers (28.5%) et également ensuite (14.2%) chez les commerçants, les journaliers, les cordonniers, les notaires et les bourgeois. Les menuisiers (2/7) se détachent donc, au plan de la direction active

de l'Institut, des commerçants importants et parmi les membres et parmi les officiers, et des journaliers importants parmi les membres, mais sous-représentés parmi les officiers. Mais cela est relatif (2/7) et le phénomène des officiers actifs comporte une dimension « personnelle » sans doute importante: trois officiers actifs sur huit occupèrent un poste de l'administration civile et le notaire Eustache Pages fut sans doute la cheville ouvrière de l'Institut.

Parmi les discutants, seules les occupations liées aux secteurs de la distribution sont sur-représentées en fonction de celles des membres. Ce phénomène tient à la participation des commerçants: quatre d'entre eux ont constitué 22.1% du total des discutants et ont abordé des sujets de discussion qui, touchant l'administration municipale, provinciale ou de l'Institut (66.5% des sujets) et le commerce (10%), étaient davantage susceptibles d'entraîner leur participation. Faut-il rappeler, à propos de l'importance des problèmes d'administration parmi les sujets de discussion que huit des plus actifs discutants (32%) ont occupé au moins une fonction civique et ont constitué 38.9% des discutants? Si les gens de métiers sont nombreux à l'Institut, ils discutent peu, à l'exception des menuisiers dont deux, à eux seuls, ont constitué 25.9% des discutants. Commerçants et menuisiers témoignent encore une fois de leur présence dynamique à tous les paliers de l'Institut.

Enfin les commerçants (trois) et les menuisiers (deux) constituèrent 17.8% (5/28) des fondateurs qui se recrutèrent toutefois dans le secteur de la transformation (42.8%). Ces fondateurs, actifs au plan municipal (5/22), maintinrent leur participation: ils constituèrent 50% des officiers (14/28), dont onze dès la première élection, et neuf constituèrent 58% des discutants.

Longueuil, Montréal et Bas-Canada

L'Institut Canadien de Longueuil constitue, écrivait-on en début de texte, un objet représentatif d'analyse d'un *membership*. Sa taille, sa localisation, sa durée, et, il est possible de l'affirmer maintenant, certaines de ses caractéristiques le font représentatif. De quoi? D'un type d'association, d'un type de *membership* et d'un type de *leadership* différent de celui d'un type « classique » que serait l'Institut Canadien de Montréal, et peut-être celui de Québec.

À l'Institut Canadien de Longueuil, les marchands-commerçants assumèrent, plus que les gens de professions libérales, le *leadership* d'un *membership* diversifié en terme d'occupation. Les marchands-commerçants (16.5% du *membership*) occupèrent 20.8% des charges d'officiers; les gens de professions libérales (6.6% du *membership*) occupèrent 4.1% des charges d'officiers.

Étant donné la destruction des archives antérieures à 1855 et l'existence de documents permettant des analyses par coupe, il est possible d'affirmer que le *membership* de l'Institut Canadien de Montréal, de 1855 à 1883, fut composé de 20.3% de gens de professions libérales et de 17.8% de marchands-

commerçants¹³. Toutefois le *leadership* peu diversifié de l'Institut Canadien de Montréal de 1855 à 1883, fut assumé par les gens de profession libérale ; ceux-ci constituèrent 47.5% des officiers, les marchands-commerçants 15.8% ; vingt et un avocats et vingt étudiants en droit constituèrent 34% des officiers de professions libérales.

Il s'agit donc de deux types de *membership* ; l'un davantage diversifié, populaire, à Longueuil ; l'autre, à Montréal déjà composé à 40% de commerçants-marchands et de gens de professions libérales. Deux types de *leadership* aussi ; l'un à Longueuil où les marchands-commerçants mènent sur tous les fronts ; l'autre, à Montréal, où les marchands-commerçants à peu près égaux en nombre comme membres aux avocats, aux notaires et aux médecins, voient le *leadership* assumé par les avocats.

Ces caractéristiques appellent des commentaires sur la structure sociale de l'époque¹⁴. Ces deux types de *membership* et de *leadership* permettent de jeter un certain éclairage sur cette situation où les professions libérales entendent faire le pont, avec la petite bourgeoisie commerciale canadienne-française, entre les capitalistes anglophones et la masse. Cette association des gens de professions libérales et des commerçants s'avère évidente dans le *membership* et le *leadership* de l'Institut Canadien de Montréal, à la différence toutefois que dans un milieu comme Montréal, et peut-être Québec, où le bassin disponible et encombré de professions libérales, et plus particulièrement d'avocats s'avère numériquement important, les gens de professions libérales, avocats surtout, ont tôt fait de prendre le contrôle de l'Institut. Différemment à Longueuil, et vraisemblablement ailleurs en province, au plan du pouvoir local, les marchands-commerçants, potentiellement plus nombreux que les gens de professions libérales, marquèrent davantage le *leadership* de l'Institut. À tout le moins, un regard partiel sur la structure sociale, du point de vue des associations du type Institut Canadien, justifie de penser à une diversité de situations et de modalités dans cette question des rapports entre les groupes sociaux. Cette hypothèse vaut aussi en ce qui concerne le clergé.

En effet ces deux types de *membership* et de *leadership* entraînent deux types d'association au plan des moyens sinon des objectifs. Deux indices. À l'Institut Canadien de Longueuil, les « lectures » publiques ne sont pas importantes et les discussions portent la plupart du temps sur des sujets locaux intéressant les commerçants ; à l'Institut Canadien de Montréal, les « lectures » publiques à la « tribune » sont importantes et faites par les gens de droit, tandis que les discussions portent sur des sujets plus généraux. À Longueuil, différemment de Montréal, il n'y a pas d'affrontement avec le clergé au sujet du contenu de la bibliothèque ; au contraire il y a arrangement dans cet Institut où les

13. Céline BEAUDET et Yvan LAMONDE, « Aperçus sur le *membership* et le *leadership* de l'Institut Canadien de Montréal (1855-1883) », Travail manuscrit.

14. Fernand OUELLET, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*, Montréal, Fides, 1966, pp. 572-596.

commerçants n'ont pas à se définir socialement contre le clergé et où l'appartenance religieuse n'est pas en cause.

Telle est la perspective qu'ouvre l'analyse du *membership* et du *leadership* de l'Institut Canadien de Longueuil sur l'ensemble du phénomène des associations de ce type.

Yvan LAMONDE

*Centre d'études canadiennes-françaises,
Université McGill.*